



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-sixième session
13-19 mai 2010
Incheon (République de Corée)

**EXAMEN DES QUESTIONS RELATIVES À L'APPAREIL SUBSIDIAIRE DE LA
COMMISSION, Y COMPRIS LE RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME
DE L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009 ET LES ACTIVITÉS DES INSTITUTIONS
RÉGIONALES DE LA CESAP : POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES,
RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET DÉVELOPPEMENT INCLUSIF**

(Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire)

**RAPPORT DU CENTRE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
PAR LE DÉVELOPPEMENT DES CULTURES SECONDAIRES
EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE**

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

Le présent document examine l'état d'avancement du programme de travail et la situation administrative et financière du Centre pour la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique (CERPEDECS) en 2009.

Le programme de travail du Centre en 2009 a porté sur le renforcement des ressources humaines, l'étude des divers mécanismes susceptibles de faciliter la mobilisation des ressources financières, l'identification de solutions permettant de mieux faire connaître le Centre en Asie et dans le Pacifique et de le rendre plus pertinent et le renforcement et l'expansion du Réseau régional d'instituts nationaux de recherche agricole du Centre.

Les projets du Centre en 2009 ont concerné principalement la sécurité alimentaire et l'agriculture durable. Ils ont porté notamment sur l'impact des changements climatiques sur la production et la disponibilité des aliments et sur l'ajout de valeur aux produits frais et traités par un processus de certification des produits. Dans le cadre de ses activités de revitalisation, le Centre a organisé un atelier de planification stratégique de deux jours auxquels ont participé 34 personnes représentant le Comité technique du Centre, la communauté des donateurs, les centres de recherche agricole et le secteur privé.

La cinquième session du Comité technique s'est tenue en 2009. Le Conseil d'administration s'est réuni en mars 2010.

La Commission souhaitera peut-être fournir au secrétariat des indications sur l'orientation stratégique du Centre et sur les moyens de renforcer ses ressources financières et humaines.

* Le présent document est soumis tardivement en raison de la date de la sixième session du Conseil d'administration du Centre tenue le 23 mars 2010.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction.....	2
I. ACTIVITÉS EXÉCUTÉES ET RÉSULTATS OBTENUS EN 2009.....	2
II. RÉSUMÉ DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2010.....	9
III. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES.....	9
IV. QUESTIONS DEVANT ÊTRE EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.....	10

Annexes

I. Contributions reçues en 2009.....	12
II. État des comptes.....	13
III. Rapport du Conseil d'administration à sa sixième session.....	14

Introduction

1. Le Centre pour la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique (CERPEDECS) est un organe subsidiaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Installé à Bogor (Indonésie), il a été créé en avril 1981 sous le nom de Centre régional pour la coordination de la recherche-développement sur les céréales secondaires, légumineuses, racines et tubercules dans les zones tropicales humides de l'Asie et du Pacifique (CERECS), en vertu de la résolution 174 (XXXIII) de la Commission en date du 29 avril 1977. Son statut a été adopté par la Commission dans sa résolution 220 (XXXVIII), en date du 1^{er} avril 1982. Le nom actuel a été adopté par la Commission dans sa résolution 60/5 du 28 avril 2004.

2. Conformément à l'article 16 du statut révisé du Centre¹, le présent rapport annuel sur l'exécution du programme de travail du Centre, y compris sa situation administrative et financière en 2009, est soumis à la Commission pour examen.

I. ACTIVITÉS EXÉCUTÉES ET RÉSULTATS OBTENUS EN 2009

3. En 2009, le CERPEDECS a continué de promouvoir la recherche-développement en matière d'agriculture en vue de créer un cadre de politique générale propice à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales de la région de l'Asie et du Pacifique. Depuis la cinquième session du Conseil d'administration tenue en mars 2009, le CERPEDECS a renforcé plus nettement le caractère régional et les incidences régionales des projets du Centre; il a recherché des moyens nouveaux de se procurer des ressources et a élargi les activités du Centre afin d'englober l'agriculture durable et la sécurité alimentaire en plus des cultures secondaires, dans le cadre d'un processus visant à mieux faire connaître le Centre et à en améliorer la pertinence dans la région de l'Asie et du Pacifique; il a aussi pris des mesures initiales pour stimuler la coopération technique entre les États membres en tenant, en décembre 2009, un atelier sur le thème « Élaborer un plan stratégique inclusif pour le CERPEDECS »; il a pris des mesures pour renforcer les ressources humaines du Centre.

¹ Résolution 65/4 de la Commission, annexe.

4. Les relations avec les organisations partenaires nationales et internationales sur la base d'un programme de collaboration renforcée ont été améliorées moyennant les actions ci-après:

a) La tenue d'un atelier de deux jours (7 et 8 décembre 2009) avec animateurs, sur le thème « Élaborer un plan stratégique inclusif pour le CERPEDECS », auquel ont participé 34 personnes, y compris les représentants de 13 États membres, dont 5 membres du Comité technique, ceux de 13 centres de recherche, dont 4 du secteur privé, et d'un organisme donateur;

b) La tenue de la cinquième session du Comité technique du CERPEDECS à Bogor (Indonésie) le 9 décembre 2009;

c) Les activités de réseautage menées lors de l'atelier intitulé « La formation et la mise en œuvre de politiques favorables aux pauvres et le dialogue à ce sujet au niveau national: Indonésie », organisé par le Centre indonésien d'analyse socioéconomique et de politique agricole (ICASEPS) à l'Agence indonésienne de recherche-développement agricole (Badan Litbang Pertanian, Jakarta);

d) Les activités de réseautage menées lors d'une table ronde sur le thème « Le développement de l'industrie agroalimentaire du point de vue du développement rural », organisée à Jakarta par l'Agence indonésienne de planification du développement national;

e) La promotion du Centre lors de la réunion du groupe d'expert sur le thème « Agriculture durable et sécurité alimentaire: mise en commun de données d'expériences entre l'Indonésie et la Thaïlande pour résoudre les problèmes actuels », qui s'est tenue à Bogor;

f) La contribution à l'organisation du deuxième Atelier des gouverneurs sur le climat et les forêts et du deuxième Sommet mondial des gouverneurs sur le changement climatique et les activités de réseautage à l'occasion de ces réunions qui se sont tenues à Los Angeles (États-Unis d'Amérique) en présence de représentants de dizaines d'États américains, cinq États brésiliens et cinq provinces indonésiennes. L'atelier a ouvert la voie à l'intégration des questions liées aux émissions causées par la déforestation et de la dégradation des forêts, aux crédits d'émissions de carbone et à la réduction de la pauvreté pour les communautés vivant en milieu forestier dans tout accord ultérieur au Protocole de Kyoto. Les résultats produits par l'atelier ont servi à concevoir des stratégies et des approches propres à renforcer l'argumentaire en faveur de la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, dans l'optique des réponses aux problèmes du réchauffement de la planète et des changements climatiques à envisager lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague en décembre 2009;

g) La participation à un séminaire sur le thème « Le rôle de la CESAP en faveur du développement de l'agriculture durable par l'activité du CERPEDECS », tenu à l'Ambassade d'Indonésie à Bangkok;

h) Les efforts visant à relancer la collaboration du Centre international japonais de recherches en agronomie (JIRCAS) et du Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) par des communications directes avec leur président et représentant régional, respectivement. Le JIRCAS établit actuellement son prochain plan de développement pluriannuel et informera le Centre lorsqu'il sera prêt; le CIRAD a toujours à cœur de renforcer sa relation avec le Centre et a offert de prêter un chercheur de haut niveau au Centre en 2010;

i) La recherche d'une possibilité de partenariat avec le Bureau de la Secrétaire chargée des questions des femmes dans le monde du Département d'État des États-Unis d'Amérique, lequel dispose d'un groupe de travail chargé d'étudier les questions de sécurité alimentaire en Asie et dans le Pacifique, prioritaires pour le gouvernement actuel des États-Unis.

5. En outre, les initiatives de plaidoyer mentionnées ci-après ont été entreprises en vue de mieux faire connaître le Centre et de promouvoir son rôle unique dans la région de l'Asie et du Pacifique en matière de lutte contre la pauvreté, de sécurité alimentaire et d'agriculture durable dans un environnement climatique en pleine évolution:

a) Une mission technique de la CESAP s'est rendue au Myanmar en novembre 2009 pour rencontrer l'équipe de pays des Nations Unies au Myanmar et examiner le renforcement de la coopération. La mission a proposé des initiatives de pays de la CESAP pour le court terme et le long terme. À la suite de ce contact direct et productif avec l'équipe de pays du Myanmar, on constate un meilleur climat de confiance, un intérêt pour le partenariat et une meilleure compréhension du rôle et du créneau de la CESAP quant à l'élaboration d'un programme de partenariat pour le développement au Myanmar dans le cadre de la mission générale de l'ONU dans le pays; on observe une volonté de maintenir une réponse coordonnée de la part des Nations Unies en vue d'aider le Myanmar et l'on note une compréhension des domaines où la CESAP peut ajouter une plus-value dans les initiatives existantes et futures;

b) Activités de réseautage avec les Chefs de l'Agence indonésienne de recherche-développement agricole (IAARD) et de l'ICASEPS afin d'envisager une collaboration renforcée. Un accord a été conclu sur l'identification de projets de recherche à mener en collaboration et la poursuite de l'affectation de chercheurs de haut niveau de l'ICASEPS en tant que responsables de programme pour la recherche et le développement;

c) Participation et contribution à l'atelier de définition des priorités pour le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de l'Indonésie sur les questions relatives à la croissance économique, à la création de revenu, aux changements climatiques et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. La présence de la Commission par l'intermédiaire du CERPEDECS a été la bienvenue car elle a permis d'insister sur les priorités pour l'Indonésie à partir des enseignements provenant de l'ensemble de la région. La sécurité alimentaire a été mise en relief en tant qu'intervention des Nations Unies au titre de la priorité nationale 3;

d) Participation et animation au deuxième Séminaire/table ronde sur le développement consacré au partenariat en faveur du développement, organisé par la CESAP et le Gouvernement du Myanmar et tenu au Myanmar, avec pour orateur de marque l'économiste Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel. Une visite sur le terrain a eu lieu dans la zone aride du pays, en compagnie de M. Stiglitz et de hauts représentants du Gouvernement du Myanmar. Le séminaire/table-ronde a été l'occasion pour le Gouvernement du Myanmar, la CESAP et les autres parties prenantes de déterminer ensemble les questions de développement économique rural à privilégier pour remédier à la pauvreté absolue dans le pays, jeter les bases de discussions sur la réforme des politiques et planifier les manifestations annuelles de la CESAP dans le domaine du partenariat en faveur du développement. La visite sur le terrain a permis à la CESAP de préparer une proposition relative à l'intégration du développement économique et social rural en vue d'améliorer les conditions de vie dans la zone aride du pays. La proposition a été soumise au Fonds d'affectation spéciale pour les modes de vie et la sécurité alimentaire pour financement (voir par. 18 ci-après).

A. Atelier de planification stratégique

6. Un plan stratégique pour le Centre a été élaboré pour la session de mars 2009 du Conseil d'administration et soumis à la Commission à sa soixante-cinquième session, tenue en avril 2009 (voir E/ESCAP/65/25, annexe IV)². Le plan contient des recommandations pour la revitalisation du Centre, visant notamment à en faire un établissement de recherche chargé de la coordination et un centre d'excellence régionale axant son action sur la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires, avec une attention particulière pour les problèmes de la sécurité alimentaire, de la faim et de la malnutrition.

7. À titre de suivi du plan stratégique, le Centre a organisé un atelier au cours duquel tant les membres que les non-membres du Comité technique du Centre ont examiné les réalisations passées de ce dernier, évalué les recommandations adoptées par la Commission à sa soixante-cinquième session et présenté une feuille de route stratégique et concrète pour le Centre en 2010. Au cours de l'atelier, 34 participants venus de 13 États membres ont évoqué l'avenir du Centre, notamment la façon dont il pourrait recentrer et renforcer ses efforts de coordination en matière de recherche.

8. Il a été convenu que les éléments stratégiques suivants du Centre demeuraient pertinents:

a) Son mandat: renforcer la capacité des États membres de formuler et d'appliquer des politiques et des programmes tendant à réduire la pauvreté rurale par le développement durable des cultures secondaires;

b) Son objectif: promouvoir la mise en place dans les pays membres d'un cadre directif plus propice à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres vivant dans les régions défavorisées, en particulier celles dont la subsistance dépend des cultures secondaires, tout en encourageant la recherche-développement dans le domaine du développement des cultures secondaires durables en vue de faire reculer la pauvreté dans la région de l'Asie et du Pacifique;

c) Sa stratégie: la coordination de la recherche dans le domaine socioéconomique et en matières de politiques; le réseautage et le partenariat avec les organisations internationales et les principales parties prenantes; le rassemblement, la compilation et la diffusion des informations et des pratiques performantes en matière de réduction de la pauvreté; le renforcement des capacités et la fourniture de services consultatifs en matière de politiques afin d'améliorer la situation économique des populations rurales dans la région de l'Asie et du Pacifique.

9. Les participants à l'atelier ont offert de soutenir le CERPEDECS par les activités ci-après pour renforcer les capacités humaines du Centre:

a) Chine (Académie chinoise de sciences agricoles):

- i) Échanger des chercheurs pour la recherche en coopération;
- ii) Mettre en commun les résultats de la recherche sur les meilleures pratiques de la Chine en matière de réduction de la pauvreté;

b) France (CIRAD): détacher un chercheur de haut niveau auprès du Centre pendant une partie de 2010;

² Dans la résolution 65/4 du 29 avril 2009, la Commission a fait siennes les recommandations du Conseil d'administration.

- c) Indonésie (ICASEPS): collaborer avec la communauté suivant une approche participative de l'autonomisation;
- d) Japon (JIRCAS):
 - i) Mettre au point des propositions de recherche pour les organismes de financement;
 - ii) Publier des rapports conjoints avec le CERPEDECS;
 - iii) Inviter le Centre à des réunions autour des projets;
- e) République de Corée (Administration du développement rural): exécuter des programmes de recherche en collaboration;
- f) Malaisie (Institut malaisien de recherche-développement agricole):
 - i) Exécuter des programmes de recherche en collaboration;
 - ii) Exécuter des projets conjoints;
- g) Pakistan (Conseil de la recherche agricole du Pakistan): accepter des agents du CERPEDECS en tant que volontaires pour travailler au Pakistan et aider les petits agriculteurs et soutenir les initiatives de réduction de la pauvreté et les systèmes d'agriculture biologique;
- h) Papouasie-Nouvelle-Guinée (Institut national de la recherche agricole):
 - i) Partager les besoins et les priorités nationales et régionales (Pacifique) dans les domaines concernés;
 - ii) Rechercher des financements auprès du Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des organisations régionales;
- i) Thaïlande (Bureau de l'économie agricole-Université Kasetsart): fournir des compétences et une assistance technique à l'appui des projets de recherche-développement;
- j) Pays-Bas (Université de Wageningen) :
 - i) Fournir une assistance universitaire;
 - ii) Superviser les étudiants (maîtrise en sciences/doctorat);
 - iii) Obtenir des fonds de l'Union européenne;
- k) États-Unis d'Amérique (Programmes internationaux-Université de l'État d'Orégon):
 - i) Faciliter les échanges avec les institutions des États-Unis pour les universitaires invités;
 - ii) Inclure les meilleures pratiques et les outils ayant une pertinence régionale.

B. Cinquième session du Comité technique

10. La cinquième session du Comité technique du CERPEDECS s'est tenue à Bogor (Indonésie) le 9 décembre 2009. La quatrième session du Comité avait eu lieu en février 2008.

11. Les résultats préliminaires de la session du Comité technique se sont fondés sur la contribution importante fournie par les participants à l'atelier de planification

stratégique et ont porté principalement sur un objectif, une stratégie, un plan de travail et un calendrier.

12. Les membres du Comité technique ont proposé que l'objectif de l'équipe du CERPEDECS au cours des dix prochaines années soit de faire du Centre, qui est une institution pauvre en ressources, sous-utilisée et peu connue, une organisation largement visible, pourvue de ressources solides, gérée efficacement et dotée d'un mandat précis et d'une mission appréciée, soutenue et utilisée par tous les États membres.

13. Il a été proposé que la stratégie de transformation s'applique en trois étapes. La première étape, accomplie en décembre 2009, a consisté à consulter toute une série de partenaires du CERPEDECS sur ce à quoi le nouveau Centre devrait ressembler, sur la meilleure manière de procéder à sa transformation et sur la meilleure façon dont les institutions partenaires pourraient contribuer à ce processus. La deuxième étape a consisté à valider le processus et les éléments du nouveau Centre auprès des membres du Comité technique, ce qui a eu lieu en décembre 2009 et lors de la session du Conseil d'administration tenue le 23 mars 2010.

14. La troisième étape consistera à exécuter le processus de transformation dans les délais suivants: année 1; années 2 à 5; et années 6 à 10. Les membres du Comité technique ont centré leur débat sur les mesures à appliquer au cours des première et deuxième années qui seront la période la plus cruciale pour revitaliser le Centre, consolider ses ressources humaines et mobiliser un financement suffisant, établir un réseautage avec les centres nationaux de recherche agricole de la région et trouver les partenaires susceptibles de collaborer aux projets.

15. Le Centre a également continué d'exécuter ses deux grands programmes au cours de l'année: a) le programme de recherche-développement et b) le programme de services d'information et de base de données.

C. Programme de recherche-développement

16. Le programme de recherche-développement a permis de mener deux projets en 2009:

a) *Augmentation de la valeur des produits frais et traités par un processus de certification des produits (CERT)*. Le projet (2007-2009) visait à recenser les meilleures pratiques en matière de certification des produits, pour permettre aux agriculteurs ou aux associations agricoles de participer aux marchés des produits frais et traités des pays concernés, et à diffuser les résultats auprès des parties prenantes dans ces pays par le biais d'ateliers et de cours de formation. Le Gouvernement français a financé le projet à hauteur de 100 000 dollars des États-Unis et le projet s'est appliqué en Indonésie et aux Philippines. Le rapport final sur le projet a été établi en 2009 et téléchargé sur le site Web du Centre;

b) *Prévision des effets du phénomène El Niño sur la sécurité alimentaire en Asie et dans le Pacifique*. Le projet, entré en exécution en 2009, vise à analyser l'impact des changements climatiques sur la production et la disponibilité des aliments et à formuler et diffuser des recommandations de politique sur la base des résultats de l'étude pour réduire l'effet du phénomène El Niño sur la production agricole et assurer la sécurité alimentaire en Asie et dans le Pacifique. Il est financé par le Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et des pêches à hauteur de 49 959,40 dollars des États-Unis.

17. La prévision des effets du phénomène El Niño sur la sécurité alimentaire en Asie et dans le Pacifique se poursuivra en 2010.

18. Un nouveau projet est en cours d'élaboration: la CESAP a soumis au Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité alimentaire, une proposition portant sur une initiative de trois ans au Myanmar dans laquelle le Centre est l'une des principales institutions chargées de l'exécution (voir plus haut, par. 5).

D. Programme de services d'information et de base de données

19. À destination des groupes ciblés ayant un accès meilleur et plus large à l'information sur les mesures normatives conçues pour lutter contre la pauvreté en milieu rural, les travaux de recherche ci-après ont été publiés:

a) Un document de travail intitulé "Augmentation de la valeur des produits frais et traités par un processus de certification des produits" (Document de travail No 104, publié sous forme électronique en décembre 2009);

b) Trois numéros de Palawija News;

c) Six numéros de CAPSA Flash;

d) Un nouveau "profil" du CERPEDECS présentant une vue générale des travaux et du mandat du Centre, à diffuser aux principales parties prenantes.

20. Le Centre a un site Web (www.uncapsa.org) qui donne des informations sur le CERPEDECS et ses travaux, ainsi que sur des questions liées à l'agriculture, au développement rural et aux cultures secondaires, et qui permet d'accéder à des documents du Centre téléchargeables, en vue de mieux répondre aux besoins des utilisateurs et de la clientèle du Centre.

21. L'accès des groupes cibles aux connaissances disponibles est mesuré par le nombre de téléchargements des publications du Centre et le nombre de visites sur son site Web, répartis comme suit:

a) Téléchargements: environ 100 000 (soit une augmentation de 4,5 % par rapport à 2008);

b) Visites: environ 97 600 (soit une diminution négligeable par rapport à 2008).

22. Les numéros récents et anciens des publications du Centre continuent d'être téléchargés vers le site Web du Centre et stockés dans une bibliothèque en ligne sur le site Web de recherche AgEcon de l'Université du Minnesota (États-Unis). Toutes les publications peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site Web du Centre.

23. Outre les versions téléchargeables de Palawija News et de CAPSA Flash, 156 publications, monographies et documents de recherche ont été téléchargés à partir du site Web du Centre en 2009, soit une augmentation de 2,6 % par rapport à 2008.

24. D'après le nombre de téléchargements, les publications du Centre les plus demandées ont été:

a) La monographie n° 49: *The Development of Secondary Crops-based Agribusiness in Indonesia: Its role in Improving Food Security and Poverty Alleviation* (« Le développement de l'agriculture fondée sur des cultures secondaires en Indonésie: son rôle dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté »), actes d'un séminaire national; auteurs: I. Wayan Rusastra, Togar Alam Napitupulu, Made Oka A. Manikmas et Firdaus Kasim (2007) (4 995 téléchargements en 2009);

b) Le document de travail n° 3: « Bibliography on soybean research in Indonesia 1978-1988 » (« Bibliographie sur la recherche concernant le soja en Indonésie 1978-1988 ») (1989) (1 851 téléchargements en 2009).

25. Un projet de tableau des activités de recherche menées dans l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique a été mis au point par le responsable du programme de recherche-développement du Centre. Il distingue trois thèmes principaux: a) agriculture durable; b) sécurité alimentaire; c) changements climatiques.

26. La base de données de CERPEDECS contient des informations statistiques de différents niveaux (pays, provinces, districts) sur les cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique, et couvre actuellement 17 pays de la région. Elle est régulièrement enrichie par de nouvelles données et largement utilisée en ligne par les responsables politiques, les décideurs, les chercheurs et les étudiants universitaires du monde entier.

27. Les membres du Comité technique du Centre ont proposé que la prochaine session du Comité se tienne en novembre 2010 et qu'elle soit organisée autour d'une manifestation spéciale, à savoir une réunion de groupe d'experts.

II. RÉSUMÉ DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2010

28. Le projet de plan de travail pour l'exercice biennal 2010-2011 comprend cinq objectifs stratégiques intégrés et interdépendants. Les objectifs sont associés à plusieurs activités qui résultent directement du processus de consultation entrepris à Bogor au cours de la cinquième session du Comité technique. Les objectifs et les activités qui leur sont associées peuvent se résumer ainsi:

a) Augmenter et diversifier la mobilisation des ressources, notamment auprès du secteur privé;

b) Optimiser les ressources humaines du Centre par un programme de stage volontaire;

c) Faire du Centre une institution appréciée en développant des produits et des programmes phares;

d) Améliorer la capacité de réseautage du Centre et trouver des relations de recherche en collaboration avec des établissements de recherche internationaux, des fondations et des donateurs renommés;

e) Établir des programmes par région géographique;

f) Accroître la notoriété du Centre par des expositions itinérantes, des messages publicitaires à la radio et la télévision et une initiative conduite par une personnalité ou un ambassadeur du Centre.

29. En outre, le Centre continuera de produire des brochures, des fiches de synthèse, des affiches et des dossiers d'information à travers ses services d'information et son unité de base de données. Il publiera notamment trois numéros chacun de *CAPSA Flash* et *Palawija News* en 2010 et 2011. Des informations techniques continueront d'être diffusées sur le site Web du Centre. Enfin, le Centre tiendra au Viet Nam, en avril 2010, l'atelier de clôture du projet El Niño.

III. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

A. Renforcement des ressources humaines

30. Pour faire suite à la recommandation visant à ce que la Secrétaire exécutive fournisse au Centre des ressources humaines suffisantes pour renforcer ses capacités et lui permettre de s'acquitter de son mandat, un économiste hors classe de niveau P-5 chargé de diriger le Centre a pris ses fonctions à Bogor (Indonésie), à la fin du mois d'août 2009. En outre, le secrétariat de la CESAP a engagé le processus de recrutement d'un conseiller régional (P-4), d'un responsable de programme adjoint (P-2) et d'un assistant d'équipe (GS-4)³.

31. Pour renforcer encore ses ressources humaines, le Centre a recruté à temps partiel un chercheur indonésien venant de l'ICASEPS. Outre la fourniture de conseils techniques sur les questions socioéconomiques et de politiques, ce chercheur est chargé de diriger le programme de recherche-développement du Centre et sert d'interlocuteur du Ministère de l'agriculture et des autres ministères compétents du Gouvernement indonésien et des centres indonésiens de recherche agricole.

32. Le recrutement d'un Conseiller régional, qui devrait être terminé d'ici à la mi-2010, facilitera la délégation de certaines des tâches qui incombent actuellement à l'économiste hors classe, à savoir : la promotion de l'exploitation en réseau des connaissances ; le renforcement de la collaboration et des échanges sur les questions de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable ; la fourniture de conseils techniques et de services de renforcement des capacités aux États membres, aux établissements partenaires et aux organismes donateurs.

B. Mobilisation de ressources financières

33. Au 31 décembre 2008, le compte « Appui institutionnel » du Centre, qui retrace les contributions des membres et membres associés de la CESAP, faisait apparaître un solde positif de 340 102 dollars des États-Unis. Ce montant a été reporté sur l'exercice 2009.

34. Pour donner suite à la recommandation de fournir des ressources financières supplémentaires au Centre, le CERPEDECS a encouragé les États membres, en particulier ceux qui siègent au Conseil d'administration, à exécuter leurs engagements financiers pris à la soixante-cinquième session de la Commission en avril 2009⁴. En conséquence, les contributions reçues de neuf États membres⁵ au cours de l'exercice 2009 se sont élevées à 142 881 dollars des États-Unis, y compris une contribution financière du pays hôte, l'Indonésie, d'un montant de 79 985 dollars des États-Unis (voir annexe I). En outre, le Gouvernement indonésien a fourni un appui matériel d'environ 318,7 millions de roupies, soit 33 903 dollars des États-Unis. Les contributions volontaires totales reçues en 2009 ont été insuffisantes pour couvrir tous les coûts institutionnels qui se sont élevés à 169 367 dollars des États-Unis. Sur les neuf pays membres ayant versé des contributions volontaires en 2009, six (soit 67 %) étaient membres du Conseil d'administration.

³ L'expert associé du Centre, dont le poste avait été financé pendant deux ans par le Département des affaires économiques et sociales du secrétariat, est arrivé au terme de son mandat en août 2009. Il n'a pas encore été remplacé.

⁴ Voir *Conseil économique et social. Documents officiels, 2009, Supplément n° 19* (F/2009/39-F/ESCAP/65/32), par. 220 à 246. Voir également les paragraphes 247 à 260.

⁵ Les Philippines ont aussi apporté une contribution pour 2009, devenant ainsi le dixième État membre contributeur. Toutefois, cette contribution de 9 911,54 dollars des États-Unis, versée en janvier 2010, n'est pas comprise dans le total.

35. Le Centre a également reçu des fonds provenant du budget ordinaire du secrétariat (programme ordinaire de coopération technique (section 22)) d'un montant de 100 000 dollars des États-Unis à utiliser au cours du quatrième trimestre de 2009⁶. Ce financement a correspondu à une proposition soumise par le Centre, intitulée « Renforcement des capacités dans certains pays de l'Asie et du Pacifique afin de lutter efficacement contre la pauvreté par des méthodes inclusives centrées sur la sécurité alimentaire et l'agriculture durable ». Les fonds ont servi à financer un atelier consacré au renforcement des capacités qui a réuni 34 représentants de 13 pays de la région et a porté spécialement sur la sécurité alimentaire et l'agriculture durable.

36. Une analyse de la situation financière du Centre montre que les contributions d'appui institutionnel ont varié depuis 2005 : elles ont atteint un maximum de 170 670,35 dollars des États-Unis en 2006 et diminuent depuis lors. Les contributions volontaires des pays membres au cours de l'exercice 2009 ont été inférieures de 11 % à celles de 2008 et de 16 % par rapport au montant maximum de 2006.

37. Comme indiqué plus haut, le Centre a réussi à limiter ses dépenses institutionnelles de 2009 à 169 367 dollars des États-Unis, soit une réduction de 26 % par rapport aux dépenses correspondantes de 228 682 dollars en 2008 (voir annexe II). Toutefois, ces dépenses limitées donnent la mesure du volume restreint d'activités du Centre en 2009. L'augmentation des activités en 2010 et au-delà devrait faire augmenter proportionnellement les dépenses. Sans un niveau suffisant de contributions volontaires des membres et membres associés, le Centre risque de manquer de ressources pour financer ses dépenses de fonctionnement en 2009 et 2010.

IV. QUESTIONS À EXAMINER PAR LA COMMISSION

38. Les questions que le Conseil d'administration a décidé de soumettre à l'examen de la Commission sont indiquées dans le rapport du Conseil d'administration sur sa sixième session (voir annexe III, par. 1 à 9).

⁶ Environ 34 % du budget total ont été consacrés aux activités de projet en 2009. Deux mois seulement avant la fin de l'année budgétaire, le temps a manqué pour dépenser tous les crédits prévus dans le budget. Le Centre a donc utilisé les fonds pour les initiatives plus stratégiques de renforcement des capacités.

Annexe I

CONTRIBUTIONS REÇUES EN 2009

**Appui institutionnel (contributions totales):
fonds reçus au 31 décembre 2009**

(en dollars des États-Unis)

Pays/zone	Fonds reçus en 2009
Bangladesh	1 000
Indonésie	79 895,83
Iran (République islamique d')	4 000
Macao (Chine)	3 000
Malaisie	9 985
Papouasie-Nouvelle-Guinée	20 000
République de Corée	10 000
Sri Lanka	5 000
Thaïlande	10 000
Total	142 880,83

Annexe II

ÉTAT DES COMPTES

Appui institutionnel et projets de coopération technique au 31 décembre 2009

(en dollars des États-Unis)

	Donateur	Solde reporté (31 décembre 2008)	Contributions (2009)	Dépenses (2009)	Intérêts perçus (2009)	Transferts de compte (2009)	Solde au 31 décembre 2009
Appui institutionnel	Contribution totale	180 981,05	62 985	75 820,89	4 509,72	1 149,50	173 804,38
	Gouvernement indonésien	159 121,07	79 895,83	93 546,70	4 005,04	-	149 475,24
Total partiel		340 102,12	142 880,83	169 367,59	8 514,76	1 149,50	323 279,62
Projets de coopération technique	Fonds de coopération CESAP-France	26 814,75	-	5 704,58	611,30	-	21 721,47
	Centre international japonais de recherches en agronomie	1 144,38	-	-	5,12	(1 149,50)	-
	Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et des pêches	-	49 959,40	15 366,57	1 182,00	-	35 774,83
Total partiel		27 959,13	49 959,40	21 071,15	1 798,42	(1 149, 50)	57 496,30
Total		368 061,25	192 840,23	190 438,74	10 313,18	-	380 775,92

Annexe III

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À SA SIXIÈME SESSION

I. RECOMMANDATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le Conseil d'administration a approuvé les mesures stratégiques à appliquer à l'appui du plan stratégique adopté à la cinquième session du Conseil d'administration ainsi que le programme de travail pour l'exercice biennal 2010-2011, établi à partir des conclusions de l'atelier de planification stratégique et de la cinquième session du Comité technique, tenue à Bogor (Indonésie) en décembre 2009.
2. Le Conseil d'administration a approuvé la recommandation émanant du Comité technique tendant à renforcer la collaboration avec le secteur privé à l'appui du développement de l'agro-industrie dans le contexte du développement agricole et rural inclusif pour renforcer la sécurité alimentaire et contribuer à l'élimination de la pauvreté. Il a prié instamment le Centre de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de cette recommandation.
3. Le Conseil d'administration s'est félicité de la ferme détermination de la Secrétaire exécutive de la CESAP à remédier au manque de ressources humaines et financières du Centre et des mesures prises à cette fin. Il a souhaité que cet appui se poursuive à l'avenir. Le Conseil d'administration a accueilli favorablement la recommandation du Comité technique tendant à ce que des ressources additionnelles provenant du budget ordinaire de la CESAP soient fournies au Centre pour remédier au manque de moyens de financement des coûts institutionnels.
4. Le Conseil d'administration a entériné la recommandation du Comité technique tendant à ce que ses membres, en collaboration avec le Centre, participent activement à la recherche de fonds et à l'identification et au développement de projets. Il a aussi recommandé que le Centre établisse un budget estimatif pour chaque action stratégique de promotion des initiatives du Centre, en utilisant efficacement les ressources existantes et en fixant l'ordre de priorité des interventions dans les périodes de manque à financer.
5. Le Conseil d'administration a recommandé que le Centre prenne les mesures nécessaires pour élargir son réseau en s'appuyant sur les centres nationaux de recherche agricole dans la région et sur les institutions régionales de la CESAP, en particulier le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie (CAPTT) et le Centre des Nations Unies pour le génie et la machine agricoles en Asie et dans le Pacifique (ONUCGMAP), et établisse des projets en collaboration avec eux portant sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable.
6. Le Conseil d'administration a recommandé en outre que le Centre prenne les mesures nécessaires pour engager ses membres et partenaires de développement à recevoir du personnel en détachement, à accueillir les activités et le personnel du Centre et à désigner et utiliser plus efficacement les agents de liaison dans chaque État membre réellement intéressés à aider le Centre à accomplir son mandat.
7. Le Conseil d'administration a approuvé la nouvelle appellation du Centre, à savoir "Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable", proposée par le Comité technique à sa cinquième session, en décembre 2009, et soumise à l'examen de la Commission, étant entendu que le Centre aurait toujours pour caractéristique unique de concentrer ses activités sur le développement des cultures secondaires conformément à son statut.

8. Le Conseil d'administration a demandé à la Secrétaire exécutive d'inviter instamment les États membres, lors de la soixante-sixième session de la Commission devant se tenir à Incheon (République de Corée), à verser des contributions volontaires au Centre ou à augmenter ces contributions, conformément à la résolution 65/4 de la Commission.

9. Le Conseil d'administration a accepté de limiter le mandat des membres du Comité technique à un seul mandat d'une durée de 3 ans pouvant être prorogé. Il a aussi recommandé que le Centre établisse des règles et des procédures à cet effet.

II. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

A. Ouverture de la session

10. Le Président a déclaré la session ouverte ; il a invité la Secrétaire exécutive de la CESAP à prononcer une allocution d'ouverture.

B. Rapport sur les activités du CERPEDECS, y compris les résultats de la session du Comité technique du Centre (Point 4 de l'ordre du jour)

11. Le Conseil d'administration était saisi du rapport du Directeur du Centre sur le point 4 de l'ordre du jour. Le rapport a été présenté par le Directeur du Centre.

12. Le Directeur du Centre a donné une vue d'ensemble des principales activités du Centre et des événements et résultats saillants de 2009. Il a exposé les questions portées à l'attention du Conseil d'administration.

13. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations: Bangladesh, Chine, France, Indonésie, Philippines et Thaïlande.

14. Le Président du Conseil d'administration a mentionné le caractère exhaustif du rapport du Directeur du Centre, en particulier au sujet des efforts entrepris pour redynamiser le Centre et renforcer son travail de collaboration en réseau avec les autres centres nationaux de recherche agricole de la région et pour exécuter les deux grands programmes du Centre et appliquer les recommandations issues de la cinquième session du Comité technique, tenue à Bogor (Indonésie) le 9 décembre 2009.

15. Il a été proposé au Conseil d'administration que le Centre utilise les méthodes de communication actuelles basées sur l'Internet, en particulier Facebook, pour stimuler les échanges entre les membres du Conseil. Il a été proposé aussi d'étudier les possibilités d'obtenir la collaboration des États membres de la CESAP qui ne sont pas membres du Conseil d'administration afin qu'ils participent et contribuent activement au programme de travail du Centre.

16. Le Conseil d'administration a proposé d'étudier la possibilité de nommer de nouveaux administrateurs dont les mandats correspondraient à ceux des membres actuels du Conseil, c'est-à-dire pour la période 2009-2012, afin d'éviter des mandats décalés parmi les administrateurs en fonction.

17. Le Conseil d'administration a pris note d'une observation au sujet du manque de contacts entre les pays membres une fois la session terminée et du besoin d'examiner le processus de désignation et d'utilisation des agents de liaison des pays membres afin d'élargir la portée géographique des projets du Centre dans les États membres.

18. À propos des difficultés de financement, le Conseil d'administration a noté que les contributions des États membres étaient insuffisantes pour couvrir les dépenses de fonctionnement annuelles du Centre ; il a encouragé le CERPEDECS à surmonter ces obstacles financiers en établissant des propositions de projet qui feraient appel au financement par d'autres donateurs.

19. Le Conseil d'administration a noté la proposition du Comité technique visant à modifier le nom du Centre qui s'intitulerait « Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable », tout en gardant l'acronyme actuel (CERPEDECS) et en préservant la nature inclusive du Centre. Le Conseil d'administration a considéré que le Centre devait continuer à occuper le créneau unique de l'action pour la réduction de la pauvreté par le développement des systèmes de cultures secondaires, en dépit d'un changement de nom ; il a noté cependant la connotation limitée et l'absence de définition concrète de l'expression « cultures secondaires » et estimé qu'il fallait élargir le champ d'intervention du Centre et développer sa capacité de mobiliser des ressources financières.

20. Le Conseil d'administration a appuyé la recommandation de limiter la durée du mandat des membres du Comité technique à une période de 3 ans, renouvelable une fois. Le Centre a été invité à établir des règles et des procédures précisant les modalités relatives au mandat et à la sélection des membres du Comité technique.

21. Le Conseil d'administration a noté que l'analyse SWOT (analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces) du Centre, entreprise dans le cadre du plan stratégique et soumise pour examen à la session du Conseil d'administration de 2009, avait signalé des faiblesses ; il a souhaité être informé des progrès accomplis pour y remédier. Les mesures pertinentes étaient les suivantes : traduire les conclusions des projets de recherche dans des recommandations concrètes pour les pays membres ; trouver les mécanismes permettant d'obtenir des contributions financières volontaires et des ressources humaines plus abondantes ; renforcer le réseautage avec les États membres, les instituts partenaires et les organismes donateurs pour l'élaboration de propositions de projet à financement interne ou externe et pour la supervision de l'exécution des projets ; veiller à ce que l'action du Centre s'étende à toute la région au lieu de se concentrer sur l'Indonésie. Ces mesures avaient été examinées par le Comité technique du Centre à sa session de décembre 2009.

22. Le Conseil d'administration a noté qu'il fallait veiller à ce que les activités du CERPEDECS, compte tenu de son nouveau mandat, n'empiètent pas sur les initiatives ou les mandats respectifs des quatre autres instituts régionaux de la CESAP. Il a reçu l'assurance que le changement d'appellation du Centre ne modifierait pas son mandat.

23. Le Conseil d'administration a noté aussi qu'il fallait s'assurer que les éléments d'action stratégique du Centre convenus par les membres du Comité technique soutiennent également les activités des autres institutions régionales de la CESAP.

**C. Présentation et discussion du plan stratégique révisé du Centre et du projet de programme de travail pour l'exercice biennal 2010-2011
(Point 5 de l'ordre du jour)**

24. Le Conseil d'administration était saisi du rapport du Directeur du Centre sur le point 5 de l'ordre du jour. Le rapport a été présenté par le Directeur du Centre.

25. Le Directeur du Centre a fourni des informations sur l'état du plan stratégique soumis au Conseil d'administration à sa session de mars 2009, ainsi qu'une description détaillée des éléments d'action stratégique définis lors de l'atelier de planification

stratégique de deux jours et examinés et adoptés par le Comité technique à sa cinquième session, en décembre 2009, tous deux tenus à Bogor (Indonésie).

26. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations: Bangladesh, Indonésie et Philippines.

27. Le Conseil d'administration a pris note des commentaires favorables au sujet du travail sur les éléments d'action stratégique ; il a observé qu'à chaque activité mentionnée correspondaient des besoins budgétaires pour en assurer la bonne exécution.

28. Le Conseil d'administration a remercié le Centre et le Comité technique d'avoir fourni un ensemble complet d'éléments d'action stratégique ; il a exprimé son ferme appui à leur mise en œuvre.

29. Le Conseil d'administration a noté la nécessité de clarifier l'expression « développement de l'agro-industrie », figurant dans la résolution 65/4 (par. 2 b)). Il a été informé que l'expression faisait référence à l'importance de convaincre les petits propriétaires agricoles de renforcer leurs activités commerciales et à l'importance de créer des partenariats avec le secteur privé pour l'exécution des activités du Centre, y compris leur financement.

D. Rapport sur l'administration et la situation financière du Centre (Point 6 de l'ordre du jour)

30. Le Conseil d'administration était saisi du rapport du Directeur du Centre sur le point 6 de l'ordre du jour. Le rapport a été présenté par le Directeur du Centre.

31. Le Directeur du Centre a fait le point de la situation administrative et financière du Centre à la fin de 2009 et exposé les questions soumises à l'attention du Conseil d'administration.

32. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations: Indonésie et Philippines.

33. Le Conseil d'administration a prié instamment les États membres de verser leurs contributions volontaires au Centre.

34. Il a noté la proposition tendant à ce que les versements de contributions volontaires puissent être échelonnés au cours de l'année.

35. Le Conseil d'administration a proposé que les États membres accueillent ou parrainent les activités du Centre, notamment en apportant des contributions en nature.

E. Adoption du rapport et clôture

36. Le Conseil d'administration était saisi d'un ensemble de projets de recommandation. Les recommandations ont été adoptées. Le Conseil d'administration a proposé que sa septième session se tienne en Malaisie en novembre 2010. Il a été proposé aussi que la sixième session du Comité technique se tienne en août 2010; le lieu de la session n'a pas fait l'objet d'une proposition et sera fixé à une date ultérieure.

37. Le Directeur du Centre a fait une déclaration de clôture et le Président a prononcé la clôture de la session.

III. ORGANISATION DE LA SESSION

A. Participation

38. Ont participé à la session les représentants des membres du Conseil d'administration suivants: Bangladesh, France, Indonésie, Malaisie et Thaïlande.
39. Ont participé en qualité d'observateurs les représentants des membres de la Commission suivants: Chine et Philippines.
40. Des représentants du secrétariat de la CESAP ont participé à la session.
41. Ont participé des représentants du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
42. Ont participé des représentants de l'organisation non gouvernementale suivante: le Centre international de la pomme de terre.

B. Élection du bureau

43. Le Conseil d'administration a élu le bureau suivant:

Président : M. Tengku Mohd. Ariff Tengku Ahmad (Malaisie)

Vice-Président: M. Hasil Sembiring (Indonésie)

Rapporteur: M. Abdul Kalam Azad (Bangladesh)

C. Adoption de l'ordre du jour

44. Le Conseil a adopté l'ordre du jour suivant :
1. Ouverture de la session.
 2. Élection du bureau.
 3. Adoption de l'ordre du jour.
 4. Rapport sur les activités du CERPEDECS, y compris les conclusions de la session du Comité technique du Centre.
 5. Présentation et discussion du plan stratégique révisé du Centre et projet de programme de travail pour l'exercice biennal 2010-2011.
 6. Rapport sur l'administration et la situation financière du Centre.
 7. Discussion sur le projet de rapport du Centre à soumettre à la Commission.
 8. Élection de membres additionnels du Conseil d'administration pour la période 2009-2012 présentée pour adoption à la soixante-sixième session de la Commission.
 9. Date et lieu de la prochaine session du Conseil d'administration.
 10. Questions diverses.
 11. Adoption du rapport.

- - - - -